

PROJET DE LOI PORTANT REFORME DES RETRAITES

INTERVENTIONS DE MARISOL TOURAINE

MERCREDI 8 SEPTEMBRE

1ERE SEANCE - RAPPEL AU REGLEMENT

M. le président. Mes chers collègues, des représentants de chacun des groupes ont pu s'exprimer sur le déroulement de la séance. Donc, s'il y a des rappels au règlement à partir de maintenant, ils seront décomptés du temps de parole des groupes.

La parole est à Mme Marisol Touraine.

Mme Marisol Touraine. Je vous remercie de me donner la parole, mais vous illustrez le caractère absolument absurde de ces discussions qui se font avec un grand sablier, et où l'on voit les secondes s'égrener les unes après les autres pour savoir si ce que l'on dit entre dans le temps imparti ou pas. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Je dois dire que je ne retiens qu'un mot du discours du ministre : « Il n'y a pas de nouveauté. » Il n'y a effectivement pas de nouveauté dans les déclarations qui ont été faites ce matin à l'Élysée, c'est ce que vous avez dit à la tribune il y a quelques instants, monsieur le ministre. Il n'y a pas de nouveautés pour les salariés qui ont défilé hier dans la rue, et c'est tellement vrai que les mots qui viennent à la bouche après les annonces de l'Élysée - certains ont été prononcés par des responsables syndicaux - ne sont pas ceux de courage, de justice ou d'amélioration, mais ce sont ceux de bricolage ou de tripatouillage. C'est cela la vérité ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR. - Huées sur les bancs du groupe UMP.*)

Vous tentez de donner des gages, de donner le sentiment que votre réforme est juste et efficace, mais non seulement elle n'est ni l'une, ni l'autre, mais en plus elle est insincère. Car vous mentez aux Français depuis le début sur la réalité des mesures que vous annoncez, vous mentez aux Français sur la vérité de ce qui les attend en matière de retraites. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR. - Huées sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le ministre, monsieur le président de la commission des affaires sociales, si nouveauté il y a, si changement il y a dans les propositions qui nous sont faites, réunissons la commission tout de suite ! Cela va nécessairement avoir un impact sur le déroulé de la discussion générale, certains collègues vont avoir envie de revoir leurs propos.

J'entends, monsieur le président de la commission des affaires sociales, que nous nous réunirions ce soir à vingt heures quarante-cinq, ce qui veut dire que nous allons procéder ce soir à l'examen des amendements, exactement comme nous l'avons fait au cours des derniers jours, avec un rapporteur, fort aimable au demeurant, qui sera derrière son bureau et fera défiler les feuilles en annonçant « refusé » ou « admis » sans qu'aucune explication ne soit donnée, ce dont certains députés de votre majorité se sont émus. (*« Et à huis clos ! » sur les bancs du groupe SRC.*)

D'ailleurs, ces histoires d'amendements sont assez étonnantes. Manifestement, certains étaient dans la confiance avant la réunion de l'Élysée, puisque des amendements ont surgi à l'improviste sur la médecine du travail. Avouez que cela semble un peu téléphoné ! Parler de la médecine du travail alors que l'on débat des retraites, le lien n'est pas absolument évident, et l'on ne comprend pas pourquoi un projet de loi sur la réforme de la médecine du travail arrive en catimini à l'occasion de l'examen d'un projet de loi sur la réforme des retraites.

Pourquoi certains députés ont-ils jugé utile, avant les déclarations de l'Élysée, de nous présenter de tels amendements ? Sans doute s'agit-il de petites manœuvres politiciennes. En effet, chose incroyable au sein de notre groupe, des amendements présentés par le secrétaire général de l'UMP ont été retoqués en commission sans un mot, sans une discussion. Il faut croire qu'il y a deux poids, deux mesures. Il y a les amendements qui ont reçu l'imprimatur de M. Copé, et ceux qui sont présentés par le secrétaire général de l'UMP ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Nous ne voulons pas de ce petit jeu. Nous voulons un débat de fond, sérieux, sur la question des retraites. Contrairement à ce que vous prétendez, un autre projet est possible, qui ne touche pas à l'âge de départ en retraite à soixante ans à taux plein, ni au départ en retraite sans décote à soixante-cinq ans. Et si nous voulons garantir la retraite par répartition, ce que nous faisons, alors que vous introduisez le ver de la capitalisation dans le fruit de votre réforme, nous avons besoin d'un projet qui soit financé, équilibré, et en tout cas pas d'un projet bricolé à l'occasion de conseils des ministres, ou de réunions de conseillers présidentiels qui se réunissent dans on ne sait quel bureau.

Nous vous demandons solennellement la réunion de la commission des affaires sociales pour examiner au fond, de façon sérieuse, l'ensemble des amendements qui nous sont présentés. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

MERCREDI 8 SEPTEMBRE

2EME SEANCE - DISCUSSION DES ARTICLES

Avant l'article 1^{er}

M. le président. La parole est à Mme Marisol Touraine, pour soutenir l'amendement n° 572.

Mme Marisol Touraine. Nous aussi nous demandons la suppression pure et simple du bouclier fiscal, sans à côté, sans compromis, sans concession. Il ne s'agit pas de mettre fin, d'un côté, au bouclier fiscal, tout en supprimant, de l'autre, l'impôt de solidarité sur la fortune. Tel n'est pas l'enjeu du débat.

Mais je voudrais dire notre regret que M. de Courson ne soit pas dans l'hémicycle au moment d'aborder cette discussion, tant les contrevérités - et même les mensonges - qu'il a lancées cet après-midi posent problème. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

En effet, mes chers collègues, la question n'est absolument pas, aujourd'hui, de savoir si des prélèvements supplémentaires vont être nécessaires ou non. Il s'agit de se demander, d'une part, qui va payer ces contributions complémentaires et, d'autre part, si avec le maintien du bouclier fiscal vous exonérez les plus hauts revenus de notre pays, les plus riches, les plus fortunés, ceux qui ont des revenus du capital, de cette contribution. Or manifestement, puisque vous nous répétez à longueur de discours, monsieur le ministre, que votre réforme est juste, il faut, avant même que nous engagions le débat sur le contenu de la réforme, que vous envoyiez un signal extrêmement fort et clair à l'ensemble des Français pour leur montrer que, dans votre conception, la justice commence par l'affirmation qu'aucun Français, quelle que soit sa fortune et quels que soient ses revenus, ne sera exonéré d'une contribution pour rétablir les comptes de nos retraites.

Voilà les termes dans lesquels le débat est aujourd'hui posé. Or c'est sur ce sujet que vous ne voulez pas répondre. Nous aurons l'occasion, dans les prochains jours, d'aborder la question du financement que nous envisageons, les uns et les autres, pour le système de retraite, mais votre discours sur la justice de votre financement n'est tout simplement ni tenable, ni audible.

Comme je l'ai indiqué hier - et ces chiffres ont été abondamment relayés - pour un célibataire gagnant par exemple 100 000 euros par an, ce qui n'est déjà tout de même pas mal, la contribution que vous allez demander sera en effet de 202 euros. Et cette personne pourra éventuellement bénéficier d'un chèque de remboursement du bouclier fiscal.

Et, évidemment, plus on monte dans l'échelle des revenus - pour ne pas prendre l'exemple emblématique de Mme Bettencourt ou d'autres personnalités (« *Si ! Parlons-en !* » sur les bancs du groupe SRC) -, plus cela est vrai, et il est évident que ces chiffres font mal.

D'ailleurs, j'aimerais bien savoir combien va coûter à Mme Bettencourt la contribution pour l'équilibre du régime de retraite. En effet, si l'on sait qu'elle va toucher 30 millions d'euros au titre du bouclier fiscal, il serait bon de savoir combien va lui coûter la réforme des retraites. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Je terminerai en disant qu'il est absolument indigne de prétendre que le projet socialiste est uniquement fondé sur des prélèvements complémentaires ou nouveaux et sur ce que vous appelez du matraquage fiscal ; car s'il y a matraquage fiscal, il est de votre côté. Le seul problème c'est que ce ne sont pas les mêmes qui vont payer.

Votre gouvernement a transmis à Bruxelles l'annonce d'une augmentation des prélèvements obligatoires de deux points de la richesse nationale au cours des deux prochaines années, c'est-à-dire en 2010 et 2011.

Je tiens à vous dire que le projet socialiste prévoit, sur les dix prochaines années, une augmentation des prélèvements obligatoires de 1,6 %, c'est-à-dire inférieure à la vôtre ! (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme Marisol Touraine.

[Mme Marisol Touraine](#). Le souci de l'équité ne doit pas se confondre avec la stigmatisation. Monsieur le secrétaire d'État, j'ai entendu avec intérêt vos propos extrêmement modérés mais j'aimerais rappeler que tout au long des derniers mois, votre gouvernement n'a cessé d'encourager les propos les plus extrémistes sur les bancs de votre majorité. Vous avez laissé dire les absurdités et les mensonges les plus grands concernant la fonction publique.

Aujourd'hui, vous reculez, considérant - les faits sont têtus - qu'il est impossible de dire que les fonctionnaires sont avantagés par rapport aux salariés du privé alors que les primes ne sont pas intégrées dans le calcul de leurs retraites. Il faut comparer ce qui est comparable : comparons les retraites des salariés du privé et des fonctionnaires à niveaux de salaire et de qualification équivalents.

Nous voulons insister sur le fait qu'il n'y pas de fumée sans feu. La fumée qui s'élève au-dessus des rangs de la majorité a été alimentée par le feu gouvernemental. Le Gouvernement a en effet expliqué ces derniers mois que les fonctionnaires étaient avantagés, qu'il fallait en réduire le nombre et qu'ils bénéficiaient d'une situation meilleure que celles des autres citoyens.

C'est contre cette vision-là, de clivage entre les Français, que nous tenons à nous élever très solennellement.